

Bijlage

Geografische verspreiding van de investeringen (in miljoen frank)

Zone	Bedrag van de subsidie
CHARLEROI	15 miljoen
LA LOUVIERE	15 miljoen
COLFONTAINE	10 miljoen
FRAMERIES	10 miljoen
LUIK	15 miljoen
SERAING	10 miljoen
BOUSSU	15 miljoen
DISON	10 miljoen
VERVIERS	5 miljoen
NAMEN	10 miljoen
BERGEN	10 miljoen
EUPEN	10 miljoen
Te verdelen saldo :	15 miljoen
TOTAAL :	150 miljoen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot toekenning van een subsidie van 150 miljoen frank aan het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" met het oog op de oprichting van woningen voor minder-gegoede gezinnen in specifieke wijken.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 2445

[C - 98/27504]

16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 1^{er} juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que la fixation de redevances sur les aéroports correspond à une prise en charge partielle par les usagers du coût des installations et des services qui, de par leur nature, ne peuvent être fournis que par l'aéroport concerné;

Considérant que le niveau des redevances doit être modulé en fonction de catégories d'usagers et d'aéronefs;

Considérant que les modifications apportées au système et au niveau des redevances doivent être expliquées aux usagers de chaque aéroport;

Considérant que les explications relatives aux modifications envisagées doivent être fournies dans le cadre de procédures de consultation entre les autorités exploitantes et gestionnaires et les usagers de l'aéroport;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— usager : toute personne physique ou morale transportant à titre onéreux par voie aérienne des passagers, du courrier et/ou du fret au départ ou à destination de l'aéroport considéré;

— autorité aéroportuaire : fonctionnaire de la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports chargé du commandement de l'aéroport;

— passager : toute personne transportée à bord d'un aéronef à l'exception des membres d'équipage en fonction.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté sont d'application sur les aéroports de Charleroi-Bruxelles Sud et de Liège-Bierset.

CHAPITRE III. — *Des redevances et abonnements*

Art. 3. § 1^{er}. Une redevance est due pour l'atterrissage d'un aéronef. Cette redevance est fixée à 200 francs/tonne pour l'atterrissage.

Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne, la redevance pour les atterrissages effectués entre 23 h 00 et 7 h 00 (heures locales) est majorée de 50 % en ce qui concerne les aéronefs classés « chapitre 2 » selon les critères publics dans l'annexe 16 à la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947.

Le poids de l'aéronef servant de base au calcul des redevances est le poids maximum autorisé au décollage, que mentionne le certificat de navigabilité, le manuel de vol ou tout autre document annexé au certificat de navigabilité.

Toute partie d'une tonne est considérée comme tonne entière.

§ 2. Des abonnements d'atterrissage peuvent être délivrés, sur demande, aux conditions et prix suivants :

Poids de l'aéronef	Par année	Par trimestre
< 1T	25 000 francs	8 000 francs
entre 1T et < 2T	44 000 francs	13 000 francs
entre 2T et < 3T	58 000 francs	17 000 francs
entre 3T et < 4T	72 000 francs	22 000 francs
entre 4T et < 5T	89 000 francs	27 000 francs
entre 5T et ≤ 6T	107 000 francs	32 000 francs

L'abonnement d'atterrissage n'est valable que pour l'aéroport où il est émis. Il prend cours à la date d'émission et couvre l'ensemble des atterrissages de l'aéronef pour lequel il a été délivré.

Cet abonnement ne comprend pas la redevance supplémentaire définie au § 1^{er}, 2e alinéa, du présent article.

Art. 4. § 1^{er}. Une redevance est due pour le stationnement extérieur d'un aéronef. Cette redevance est fixée à 60 francs par jour (24 heures) et par tonne.

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière. Toute partie de journée est considérée comme journée entière. Chaque jour commencé se termine à 24 heures, heure locale. Le stationnement extérieur s'effectue selon les emplacements disponibles et conformément aux injonctions des autorités exploitantes et gestionnaires de l'aéroport concerné.

Cette redevance n'est due que si le stationnement dépasse 12 heures consécutives.

§ 2. Des abonnements de stationnement extérieur peuvent être délivrés, sur demande, aux conditions et prix suivants :

Poids de l'aéronef	Par année	Par trimestre
< 1T	33 000 francs	11 000 francs
entre 1T et < 2T	40 000 francs	13 000 francs
entre 2T et < 3T	48 000 francs	16 000 francs
entre 3T et < 4T	57 000 francs	19 000 francs
entre 4T et < 5T	68 000 francs	23 000 francs
entre 5T et < 6T	82 000 francs	27 000 francs
entre 6T et < 10T	99 000 francs	39 000 francs

En ce qui concerne les aéronefs de plus de 10 tonnes, le coût de l'abonnement est de 4 380 francs par tonne par trimestre et de 13 140 francs par tonne par année.

L'abonnement de stationnement extérieur n'est valable que pour l'aéroport où il est émis. Il prend cours à la date d'émission et couvre l'ensemble des stationnements de l'aéronef pour lequel il a été délivré.

Art. 5. Une redevance est due pour l'utilisation des installations par les passagers. Cette redevance est fixée à 200 francs par passager embarquant.

Les élèves-pilotes qui participent à des vols intérieurs payants ou non ou à des vols d'entraînement paient une redevance de 55 francs.

CHAPITRE IV. — *Des exemptions et des réductions*

Art. 6. § 1^{er}. Sont exemptés des redevances prévues aux articles 3 et 4 :

- 1° les aéronefs affectés exclusivement au transport de chefs d'Etat ou de membres de Gouvernement en fonction;
- 2° les aéronefs effectuant des vols à la demande du Gouvernement wallon;
- 3° les aéronefs effectuant un retour forcé sur l'aéroport;
- 4° les aéronefs effectuant des vols à la demande de l'Administration de l'Aéronautique dans un but de vérification ou de contrôle ou à la demande de la Régie des Voies aériennes pour l'accomplissement d'une mission relative à l'aéroport concerné;
- 5° les aéronefs utilisés à l'occasion de vols dont le caractère humanitaire est reconnu par le Ministre ayant les Transports dans ses attributions.

§ 2. Sont exemptés de la redevance prévue à l'article 5 les passagers :

- 1° âgés de moins de deux ans;
- 2° en transit direct ou en transfert ne quittant pas la zone de transit;
- 3° voyageant dans les aéronefs visés au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° du présent article;
- 4° membres du Gouvernement wallon ou des services du Gouvernement wallon dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 7. § 1^{er}. Les redevances prévues à l'article 3 sont réduites de 75% en semaine, sauf les samedis, dimanches et jours fériés pour :

- 1° les aéronefs de plus de 5,7 tonnes effectuant des vols en vue de l'entraînement de l'équipage, imposés par l'autorité fédérale;
- 2° les aéronefs effectuant des vols d'essais en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la restitution du certificat de navigabilité.

§ 2. Les redevances définies aux articles 3, § 1^{er}, et 4, § 1^{er}, dues par un usager et par année civile sont réduites pour les vols réguliers ou charters, passagers et fret de :

- 5 % pour la tranche de plus de 1,5 mio à 3,5 mios de francs;
- 10 % pour la tranche de plus de 3,5 mios à 7 mios de francs;
- 15 % pour la tranche de plus de 7 mios à 15 mios de francs;
- 20 % pour la tranche de plus de 15 mios à 18 mios de francs;
- 25 % pour la tranche de plus de 18 mios.

Ces montants ne prennent pas en considération les majorations de redevances prévues à l'article 3, § 1^{er}, 2e alinéa.

§ 3. Les redevances dues pour l'atterrissage et le stationnement peuvent, à titre promotionnel, être réduites par le Ministre ayant les Transports dans ses attributions.

CHAPITRE V. — *De la commission consultative des usagers*

Art. 8. § 1^{er}. Une commission consultative des usagers est créée sur chaque aéroport. La commission émet un avis sur les projets de modification du système des redevances ou du niveau de celles-ci.

§ 2. Chaque commission se compose de :

- 1° un représentant du Ministre ayant les Transports dans ses attributions lequel préside la commission;
- 2° deux représentants de la société concessionnaire de l'aéroport dont un assure le secrétariat de la commission;
- 3° un représentant de la direction générale des Transports du ministère de l'Équipement et des Transports;
- 4° un représentant de chaque usager de l'aéroport concerné.

La liste nominative des membres de la commission et de leurs suppléants est arrêtée par le Gouvernement.

§ 3. Le Ministre ayant les Transports dans ses attributions arrête le règlement d'ordre intérieur de la commission.

CHAPITRE VI. — *De la perception*

Art. 9. Les redevances et les abonnements fixés au présent arrêté sont perçus par la société concessionnaire de l'aéroport.

Pour la perception de la redevance prévue à l'article 5, l'usager de l'aéronef ou son représentant remet à l'autorité aéroportuaire une déclaration mentionnant le nombre de passagers embarqués pendant le vol. Cette remise s'effectue au plus tard le lendemain du jour de l'embarquement avant dix heures, heure locale. Si le document n'est pas remis dans le délai prescrit, la redevance est fixée suivant le nombre total de sièges à bord.

Art. 10. L'autorité aéroportuaire peut interdire l'envol de tout aéronef pour lequel les redevances dues n'ont pas été acquittées dans les délais prescrits.

Art. 11. Au terme de chaque année civile, le montant des redevances et abonnements fixés au présent arrêté et perçus sur chaque aéroport sont affectés à concurrence de trente-cinq pour cent à un fonds pour l'environnement de l'aéroport concerné.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 12. La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas comprise dans les montants des redevances et des abonnements fixés au présent arrêté.

Art. 13. Les montants des redevances et des abonnements fixés au présent arrêté sont adaptés, annuellement le 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation publié au *Moniteur belge*. L'indice de base est celui du mois de décembre qui précède l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le nouvel indice correspond à l'indice du mois de décembre précédant le 1^{er} janvier de l'adaptation.

Art. 14. Les abonnements et les accords pris avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur expiration normale.

Art. 15. Les redevances et les abonnements sont portés à la connaissance des usagers par tous les moyens utiles, notamment par l'affichage et la publication aux A.I.P. (Aeronautical Information Publication).

Art. 16. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes wallons modifié par l'arrêté du 13 janvier 1994 est abrogé en ce qui concerne les aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 17. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 1998.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie,
du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 2445

[C - 98/27504]

16. JULI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 1. Juli 1998;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, daß die Festlegung der Gebühren für die Flughäfen einer teilweisen Übernahme seitens der Benutzer der Kosten für die Anlagen und Dienstleistungen entspricht, die aufgrund ihrer Eigenart lediglich von dem betroffenen Flughafen bereitgestellt werden können;

In der Erwägung, daß die Höhe der Gebühren den Kategorien der Benutzer und der Luftfahrzeuge entsprechend angepaßt werden muß;

In der Erwägung, daß die Änderungen des Systems und der Höhe der Gebühren den Benutzern eines jeden Flughafens erläutert werden müssen;

In der Erwägung, daß die Erläuterungen bezüglich der vorgesehenen Änderungen im Rahmen von Beratungsverfahren zwischen den Betriebs- und Verwaltungsbehörden und den Benutzern des Flughafens gegeben werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- « Benutzer »: jede natürliche oder juristische Person, die gegen Entgelt Fluggäste, Post und/oder Frachtgüter auf dem Luftweg von oder zu dem in Betracht gezogenen Flughafen befördert;

- « Behörde des Flughafens »: der mit der Leitung des Flughafens beauftragte Beamte der Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

- « Passagier »: jede Person, die an Bord eines Luftfahrzeugs befördert wird, mit Ausnahme der diensttuenden Besatzungsmitglieder.

KAPITEL II. — *Anwendungsbereich*

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind auf die Flughäfen Charleroi-Brüssel Süd und Lüttich-Bierset anwendbar.

KAPITEL III — *Gebühren und Abonnements*

Art. 3 - § 1. Für die Landung eines Luftfahrzeugs ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 200 BEF pro Tonne für die Landung festgesetzt.

Was die gemäß den in der Anlage 16 zu dem am 7. Dezember 1944 in Chicago unterzeichneten und durch das Gesetz vom 30. April 1947 genehmigten Abkommen über die internationale Zivilluftfahrt veröffentlichten Kriterien in « Kapitel 2 » eingestuft Luftfahrzeuge betrifft, wird die Gebühr für das zwischen 23 Uhr 00 und 7 Uhr 00 (Ortszeit) durchgeführte Landen unbeschadet des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, um 50 % erhöht.

Das Gewicht des Luftfahrzeugs, das als Grundlage für die Berechnung der Gebühren dient, ist das beim Start zugelassene Höchstgewicht, das im Flugtüchtigkeitszeugnis oder in der Fluganleitung oder in jedem anderen dem Flugtüchtigkeitszeugnis beigefügten Dokument vermerkt wird.

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne.

§ 2. Abonnements für die Landung können auf Antrag ausgestellt werden, wobei folgende Bedingungen und Tarife gelten:

Gewicht des Luftfahrzeugs	Pro Jahr	Pro Trimester
< 1T	25 000 BEF	8 000 BEF
zwischen 1T und < 2T	44 000 BEF	13 000 BEF
zwischen 2T und < 3T	58 000 BEF	17 000 BEF
zwischen 3T und < 4T	72 000 BEF	22 000 BEF
zwischen 4T und < 5T	89 000 BEF	27 000 BEF
zwischen 5T und ≤ 6T	107 000 BEF	32 000 BEF

Das Abonnement für die Landung gilt nur für den Flughafen, auf dem es ausgestellt wurde. Es wird ab dem Ausstellungsdatum gültig und deckt die Gesamtheit der Landungen des Luftfahrzeugs, für das es ausgehändigt wurde.

In diesem Abonnement ist die in § 1, Absatz 2 des vorliegenden Artikels festgelegte zusätzliche Gebühr nicht inbegriffen.

Art. 4 - § 1. Für das Parken im Freien eines Luftfahrzeugs ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 60 BEF pro Tag (24 Stunden) und pro Tonne festgesetzt.

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne. Jeder angebrochene Tag zählt als ganzer Tag. Jeder angebrochene Tag endet um 24 Uhr, Ortszeit. Das Parken im Freien erfolgt je nach den verfügbaren Plätzen und gemäß den Anordnungen der Betriebs- und Verwaltungsbehörden des betroffenen Flughafens.

Diese Gebühr ist nur zu zahlen, wenn das Parken zwölf aufeinanderfolgende Stunden überschreitet.

§ 2. Abonnements für das Parken im Freien können auf Antrag ausgestellt werden, wobei folgende Bedingungen und Tarife gelten:

Gewicht des Luftfahrzeugs	Pro Jahr	Pro Monat
< 1T	33 000 BEF	11 000 BEF
zwischen 1T und < 2T	40 000 BEF	13 000 BEF
zwischen 2T und < 3T	48 000 BEF	16 000 BEF
zwischen 3T und < 4T	57 000 BEF	19 000 BEF
zwischen 4T und < 5T	68 000 BEF	23 000 BEF
zwischen 5T und < 6T	82 000 BEF	27 000 BEF
zwischen 6T und ≤ 10T	99 000 BEF	39 000 BEF

Für die Luftfahrzeuge mit einem Gewicht von mehr als 10 Tonnen belaufen sich die Kosten für das Abonnement auf 4 380 BEF je Tonne pro Trimester und 13 140 BEF je Tonne pro Jahr.

Das Abonnement für das Parken im Freien gilt nur für den Flughafen, auf dem es ausgestellt wurde. Es wird ab dem Ausstellungsdatum gültig und deckt das gesamte Parken des Luftfahrzeugs, für das es ausgestellt wurde.

Art. 5 - Für die Benutzung der Anlagen durch die Passagiere ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 200 BEF pro abreisenden Passagier festgesetzt.

Die Flugschüler, die an kostenfreien oder mit Kosten verbundenen Binnenflügen oder an Übungsflügen teilnehmen, zahlen eine Gebühr von 55 BEF.

KAPITEL IV — *Befreiungen und Ermäßigungen*

Art. 6 - § 1. Für die folgenden Luftfahrzeuge sind die in den Artikeln 3 und 4 vorgesehenen Gebühren nicht zu zahlen:

- 1° Luftfahrzeuge, die ausschließlich für die Beförderung von Staatschefs oder von amtierenden Regierungsmitgliedern bereitgestellt werden;
- 2° Luftfahrzeuge, die auf Verlangen der Wallonischen Regierung fliegen;
- 3° Luftfahrzeuge, die notgedrungen zum Flugplatz zurückkehren;
- 4° Luftfahrzeuge, die auf Verlangen der Verwaltung der Luftfahrt mit dem Ziel einer Überprüfung oder Kontrolle oder auf Verlangen der Regie der Luftfahrt zur Ausführung eines den Flughafen betreffenden Auftrags fliegen;
- 5° Luftfahrzeuge, die anlässlich der Flüge benutzt werden, die nach Erachten des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, einen humanitären Charakter haben.

§ 2. Die in dem Artikel 5 vorgesehenen Gebühren sind nicht zu zahlen für:

- 1° Passagiere unter zwei Jahren;
- 2° Passagiere, die auf der direkten Durchreise sind oder überführt werden, ohne die Transitzone zu verlassen;
- 3° Passagiere, die an Bord der in § 1, 1°, 2°, 3°, 4° und 5° des vorliegenden Artikels erwähnten Luftfahrzeuge reisen;
- 4° Mitglieder der Wallonischen Regierung oder der Dienststellen der Wallonischen Regierung in Ausübung ihres Amtes.

Art. 7 - § 1. Für folgende Luftfahrzeuge werden die in Artikel 3 vorgesehenen Gebühren während der Woche um 75 % herabgesetzt, außer samstags, sonntags und an Feiertagen:

- 1° Luftfahrzeuge von mehr als 5,7 Tonnen, die für die Besatzung bestimmte Übungsflüge ausführen, die von der föderalen Behörde angefordert werden;
- 2° Luftfahrzeuge, die Testflüge im Hinblick auf die Aushändigung, Verlängerung oder Rückgabe des Flugtüchtigkeitszeugnisses ausführen.

§ 2. Die in den Artikeln 3, § 1, und 4, § 1 bestimmten Gebühren, die von einem Benutzer pro Kalenderjahr zu zahlen sind, werden für Linien- oder Charterflüge mit Passagieren sowie Frachtgütern herabgesetzt, und zwar um:

- 5 % für die Tranche von mehr als 1,5 Mio bis zu 3,5 Mio BEF;
- 10 % für die Tranche von mehr als 3,5 Mio bis zu 7 Mio BEF;
- 15 % für die Tranche von mehr als 7 Mio bis zu 15 Mio BEF;
- 20 % für die Tranche von mehr als 15 Mio bis zu 18 Mio BEF;
- 25 % für die Tranche von mehr als 18 Mio BEF.

Diese Beträge lassen die in Artikel 3, § 1, Absatz 2 vorgesehenen Gebührenerhöhungen außer Betracht.

§ 3. Die für die Landung und das Parken zu zahlenden Gebühren können zwecks Förderungsmaßnahmen von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, herabgesetzt werden.

KAPITEL IV — *Beratungsausschuß für die Benutzer*

Art. 8 - § 1. Auf jedem Flughafen wird ein Beratungsausschuß für die Benutzer gegründet. Der Ausschuß gibt seine Stellungnahme über die Pläne für die Änderungen des Systems der Gebühren oder deren Höhe ab.

§ 2. Jeder Ausschuß setzt sich zusammen aus:

- 1° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, welcher den Vorsitz des Ausschusses übernimmt;
- 2° zwei Vertretern der konzessionierten Gesellschaft des Flughafens, wobei einer von ihnen das Sekretariat des Ausschusses übernimmt;
- 3° einem Vertreter der Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 4° einem Vertreter für jeden Benutzer des betroffenen Flughafens.

Die Namensliste der Ausschußmitglieder und deren Stellvertreter wird durch die Regierung bestimmt.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, bestimmt die Geschäftsordnung des Ausschusses.

KAPITEL VI — *Erhebung*

Art. 9 - Die in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Gebühren und Abonnements werden von der konzessionierten Gesellschaft des Flughafens erhoben.

Zur Erhebung der in Artikel 5 vorgesehenen Gebühr übergibt der Benutzer des Luftfahrzeugs oder sein Vertreter der Flughafenbehörde eine Erklärung, in der die Anzahl der während des Flugs an Bord genommenen Passagiere angegeben wird. Diese Übergabe erfolgt spätestens am Tag nach demjenigen, an dem die Passagiere an Bord gegangen sind, und zwar vor zehn Uhr, Ortszeit. Falls die Übergabe des Dokuments nicht in der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird die Gebühr nach der gesamten Anzahl der sich an Bord befindenden Sitzplätze festgelegt.

Art. 10 - Die Flughafenbehörde kann den Start jeglichen Luftfahrzeugs verbieten, für das die geschuldeten Gebühren nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen entrichtet worden sind.

Art. 11 - Nach Ablauf eines jeden Kalenderjahres werden fünfunddreißig Prozent des Betrags der in dem vorliegenden Erlaß festgelegten und auf jedem Flughafen erhobenen Gebühren und Abonnements einem den Flughafen betreffenden Umweltfonds zugeteilt.

KAPITEL VII — *Schlußbestimmungen*

Art. 12 - Die Mehrwertsteuer ist in den in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Beträgen der Gebühren und der Abonnements nicht inbegriffen.

Art. 13 - Die in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Beträge der Gebühren und der Abonnements werden jährlich am 1. Januar nach dem im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Index der Verbraucherpreise angeglichen. Der Ausgangsindex ist derjenige des Monats Dezember, der dem Jahr des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses vorausgeht. Der neue Index entspricht dem Index des Monats Dezember, der dem 1. Januar, Tag der Angleichung, vorausgeht.

Art. 14 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses genommenen Abonnements und Vereinbarungen bleiben bis zu ihrem normalen Verfallsdatum gültig.

Art. 15 - Die Benutzer werden mit allen nützlichen Mitteln, insbesondere durch Anschlag oder Veröffentlichung in den A.I.P. (Aeronautical Information Publication) von den Gebühren und Abonnements in Kenntnis gesetzt.

Art. 16 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der wallonischen Flughäfen und Flugplätze zu erheben sind, abgeändert durch den Erlaß vom 13. Januar 1994, wird bezüglich der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, außer Kraft gesetzt.

Art. 17 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 18 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. November 1998 in Kraft.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 2445

[C - 98/27504]

16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de heffingen voor het gebruik van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de heffingen voor het gebruik van de luchthavens dienen om een deel van de kosten van de installaties en de diensten, die wegens hun aard enkel door de betrokken luchthaven verleend kunnen worden, door de gebruikers te laten dragen;

Overwegende dat het niveau van de heffingen aangepast moet worden aan de categorieën gebruikers en luchtvaartuigen;

Overwegende dat de luchthavengebruikers ingelicht moeten worden over de wijzigingen die aangebracht worden in het systeem en het niveau van de heffingen;

Overwegende dat die informatie verstrekt moet worden via procedures van overleg tussen de autoriteiten die instaan voor de exploitatie en het beheer van de luchthaven en de gebruikers;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° gebruiker : elke natuurlijke of rechtspersoon die vanaf of naar de betrokken luchthaven passagiers, post en/of vracht door de lucht vervoert tegen betaling;

2° luchthavenautoriteit : personeelslid van de Algemene Directie Vervoer van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer belast met de leiding over de luchthaven;

3° passagier : iedere persoon die aan boord van een luchtvaartuig vervoerd wordt, met uitzondering van de bemanningsleden in dienst.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de luchthavens van Charleroi-Brussel Zuid en Luik-Bierset.

HOOFDSTUK III. — *Heffingen en abonnements*

Art. 3. § 1. De landing van een luchtvaartuig is aan een heffing onderworpen. Deze heffing bedraagt 200 BEF per ton.

Onverminderd het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt de heffing voor landingen tussen 23 u. 00 m. en 07 u. 00 m. (plaatselijk uur) verhoogd met 50 % wat betreft de luchtvaartuigen die bij « Hoofdstuk II » ingedeeld zijn op grond van de criteria bekendgemaakt in bijlage 16 bij de Overeenkomst betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, op 7 december 1944 te Chicago ondertekend en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947.

De heffingen worden berekend op grond van het toegelaten maximumgewicht van het luchtvaartuig bij de opstijging. Dat gewicht staat vermeld in het luchtwaardigheidsbewijs, het vliegboek of in elk ander document dat bij het luchtwaardigheidsbewijs gaat.

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton.

§ 2. Landingsabonnementen kunnen op verzoek afgegeven worden onder de volgende voorwaarden en tegen de volgende prijzen :

Gewicht van het luchtvaartuig	per jaar	per trimester
< 1T	25 000 BEF	8 000 BEF
> 1T en < 2T	44 000 BEF	13 000 BEF
> 2T en < 3T	58 000 BEF	17 000 BEF
> 3T en < 4T	72 000 BEF	22 000 BEF
> 4T en < 5T	89 000 BEF	27 000 BEF
> 5T en ≤ 6T	107 000 BEF	32 000 BEF

Het landingsabonnement geldt slechts voor de luchthaven waar het afgegeven wordt. Het begint te lopen vanaf de datum van de afgifte en geldt voor alle landingen van het luchtvaartuig waarvoor het afgegeven wordt.

De in § 1, tweede lid, van dit artikel bedoelde aanvullende heffing is niet in de prijs van het abonnement begrepen.

Art. 4. § 1. Voor het buitenparkeren van een luchtvaartuig wordt een heffing van 60 BEF per dag (24 u.) en per ton opgelegd.

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton. Een daggedeelte wordt beschouwd als een hele dag. Elke begonnen dag eindigt om 24 u., plaatselijk uur. Het luchtvaartuig kan buiten geparkeerd worden naar gelang van de beschikbare plaatsen en overeenkomstig de instructies van de autoriteiten die instaan voor de exploitatie en het beheer van de betrokken luchthaven.

De heffing is slechts verschuldigd als de parkeertijd twaalf opeenvolgende uren overschrijdt.

§ 2. De abonnementen voor het buitenparkeren kunnen op verzoek afgegeven worden onder de volgende voorwaarden en tegen de volgende prijzen :

Gewicht van het luchtvaartuig	per jaar	per trimester
< 1T	33 000 BEF	11 000 BEF
> 1T en < 2T	40 000 BEF	13 000 BEF
> 2T en < 3T	48 000 BEF	16 000 BEF
> 3T en < 4T	57 000 BEF	19 000 BEF
> 4T en < 5T	68 000 BEF	23 000 BEF
> 5T en < 6T	82 000 BEF	27 000 BEF
> 6T en < 10T	99 000 BEF	39 000 BEF

Voor luchtvaartuigen boven 10 ton kost het abonnement 4 380 BEF per ton en per trimester en 13 140 BEF per ton en per jaar.

Het abonnement voor het buitenparkeren geldt slechts voor de luchthaven waar het afgegeven wordt. Het begint te lopen vanaf de afgiftedatum en dekt de gezamenlijke parkeerkosten van het luchtvaartuig waarvoor het afgegeven wordt.

Art. 5. De passagiers zijn aan een heffing onderworpen voor het gebruik van de installaties. De heffing bedraagt 200 BEF per inschepende passagier.

Leerlingen-vliegers betalen 55 BEF per al dan niet betalende binnenvlucht of per oefenvlucht.

HOOFDSTUK IV. — *Vrijstellingen en verminderingen*

Art. 6. § 1. De heffingen bedoeld in de artikelen 3 en 4 gelden niet voor :

1° luchtvaartuigen die uitsluitend gebruikt worden voor het vervoer van fungerende Staatshoofden of Regeringsleden;

2° luchtvaartuigen die vluchten uitvoeren op verzoek van de Waalse Regering;

3° luchtvaartuigen die noodgedwongen terugkeren naar het vliegveld;

4° luchtvaartuigen die vluchten uitvoeren op verzoek van de Administratie Luchtvaartkunde voor een onderzoek of een controle of op verzoek van de Regie der Luchtwegen voor een opdracht betreffende de betrokken luchthaven;

5° luchtvaartuigen die gebruikt worden voor vluchten waarvan de Minister van Vervoer de humanitaire aard heeft erkend.

§ 2. De in artikel 5 bedoelde heffing geldt niet voor passagiers die :

1° jonger zijn dan twee jaar;

2° op directe doorreis of op doorreis zijn en de transitzone niet verlaten;

3° de in § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, van dit artikel bedoelde luchtvaartuigen gebruiken;

4° lid zijn van de Waalse Regering of van de diensten van de Waalse Regering in de uitoefening van hun ambt.

Art. 7. § 1. Tijdens de week, zaterdagen, zondagen en feestdagen uitgezonderd, worden de in artikel 3 bedoelde heffingen met 75 % verminderd voor luchtvaartuigen :

- 1° boven 5,7 ton die door de federale overheid opgelegde vluchten uitvoeren om de bemanning te trainen;
- 2° die testvluchten uitvoeren met het oog op de afgifte, de vernieuwing of de teruggave van het luchtwaardigheidsbewijs.

§ 2. De in de artikelen 3, § 1, en 4, § 1, bedoelde heffingen waaraan een gebruiker per kalenderjaar onderworpen is, worden voor geregelde vluchten, charter-, passagiers- en vrachtvervoer verminderd met :

- 5 % voor de schijf tussen > 1,5 en 3,5 mln. BEF;
- 10 % voor de schijf tussen > 3,5 en 7 mln. BEF;
- 15 % voor de schijf tussen > 7 en 15 mln. BEF;
- 20 % voor de schijf Tussen > 15 en 18 mln. BEF;
- 25 % voor de schijf boven 18 mln. BEF.

Deze bedragen houden geen rekening met de heffingsverhogingen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid.

§ 3. De heffingen voor de landing en het parkeren kunnen voor promotionele doeleinden verlaagd worden door de Minister van Vervoer.

HOOFDSTUK V. — *Adviescommissie voor de gebruikers*

Art. 8. § 1. Op elke luchthaven wordt een adviescommissie voor de gebruikers opgericht. De commissie brengt een advies uit over de ontwerpen van wijziging van het heffingssysteem of -niveau.

§ 2. Elke commissie bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Vervoer die voorzitter van de commissie is;
- 2° twee vertegenwoordigers van de maatschappij die concessiehouder van de luchthaven is, van wie één het secretariaat waarneemt;
- 3° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Vervoer van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer;
- 4° een vertegenwoordiger van elke gebruiker van de betrokken luchthaven.

De Regering maakt een naamlijst op van de commissieleden en van hun plaatsvervangers.

§ 3. De Minister van Vervoer bepaalt het huishoudelijk reglement van de commissie.

HOOFDSTUK VI. — *Inning*

Art. 9. De bij dit besluit vastgestelde heffingen en abonnementsprijzen worden geïnd door de maatschappij die concessiehouder van de luchthaven is.

Voor de inning van de in artikel 5 bedoelde heffing bezorgt de gebruiker van het luchtvaartuig of zijn vertegenwoordiger de luchthavenautoriteiten een lijst met het aantal ingeschepte passagiers. De lijst wordt afgegeven uiterlijk de dag na die van de inscheping, vóór tien uur, plaatselijk uur. Indien het document niet wordt afgegeven binnen de voorgeschreven termijn, wordt de heffing berekend op grond van het totale aantal plaatsen aan boord.

Art. 10. De luchthavenautoriteiten kunnen opstijgverbod opleggen aan elk luchtvaartuig waarvoor de opgelegde heffingen niet binnen de voorgeschreven termijn zijn betaald.

Art. 11. De bij dit besluit vastgestelde en op elke luchthaven geïnde heffingsbedragen en abonnementsprijzen worden aan het einde van elk kalenderjaar ten belope van 35 % besteed aan een milieufonds van de betrokken luchthaven.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 12. De belasting op de toegevoegde waarde is niet ingerekend in de bij dit besluit vastgestelde heffingsbedragen en abonnementsprijzen.

Art. 13. De bij dit besluit vastgestelde heffingsbedragen en abonnementsprijzen worden jaarlijks op 1 januari gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De basisindex is die van de maand december vóór het jaar van inwerkingtreding van dit besluit. Het nieuwe indexcijfer stemt overeen met het indexcijfer van de maand december vóór 1 januari, datum van de koppeling.

Art. 14. De vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgegeven abonnementen en gesloten overeenkomsten blijven geldig tot de normale vervaldatum ervan.

Art. 15. De heffingsbedragen en abonnementsprijzen worden met de nodige middelen ter kennis gebracht van de gebruikers, met name door aanplakking en door bekendmaking in de A.I.P. (Aeronautical Information Publication).

Art. 16. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 tot vastlegging van de te innen heffingen voor het gebruik van de Waalse luchthavens en vliegvelden, gewijzigd bij het besluit van 13 januari 1994, wordt opgeheven wat betreft de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 17. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1998.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN